

Un pacte de compétitivité loin de faire la majorité

Plusieurs ministres et députés PS ont émis des doutes sur un plan d'aides sans contreparties.

Par **LAURE BRETTON**
Photos **MARC CHAUMEIL**,
FEDEPHOTO

Pédagogie bien ordonnée commence par sa majorité. Après une journée passée à envoyer des signaux tous azimuts aux entreprises pour créer le choc de confiance espéré, Jean-Marc Ayrault est venu vendre son «pacte de compétitivité» à des socialistes un peu tour-

RÉCIT nebulés, hier, à l'Assemblée. Au final, une grosse heure de discussion «constructive mais ferme», selon les mots d'un député. Ce qui, en langage onusien, veut généralement dire que le bras de fer est engagé et qu'il promet. Passé la surprise sur les outils finalement retenus par l'exécutif – création d'un crédit d'impôt de 20 milliards d'euros pour les entreprises dès 2013, financé en partie par une hausse de la TVA à partir de 2014 –, «ce qu'il emporte, c'est le sentiment qu'il y a enfin une politique industrielle», affirme le député de la Nièvre Christian Paul. Mais les élus refusent d'acheter le plan Ayrault tout emballé. Sur la modulation des taux de TVA – notamment dans le bâtiment – ou les conditions pour accorder le futur «crédit d'impôt compétitivité emploi» (Cice), ils entendent sérieusement compléter le dispositif lors de la discussion parlementaire qui pourrait prendre la forme d'un collectif budgétaire avant la fin de l'année ou d'un projet de loi en bonne et due forme en janvier.

Sur tous ces sujets, le Premier ministre s'est «montré ouvert», selon le rapporteur du budget, Christian Eckert, qui n'avait jusque-là pas mâché ses mots sur le déficit de concertation entre Matignon et l'Assemblée. «On a des marges de manœuvre», confirme Christian Paul. *Le Cice ne peut pas être un cadeau Bonux. Il faut le cibler sur les PME et les entreprises qui embauchent et investissent. Les chèques-cadeaux sectoriels sans contrepartie, c'était la méthode Sarkozy.* Le député de Paris Pascal Cherki résume: «On ne va quand même pas faire financer le versement de dividendes aux actionnaires des grands groupes par les ménages français!» Au ministère du Redressement productif, on concède que «dans la mise en œuvre du plan, il y a probablement une petite marge de progression, notamment sur l'esprit du donnant-donnant».

Sur le passage de 19,6% à 20% de la TVA, certains déplorent une fois de plus une communication maladroite, ne mettant pas assez en



Hier à Matignon: Arnaud Montebourg et Delphine Batho, Pierre Moscovici (en haut). Jérôme Cahuzac et Cécile Duflot (en bas).



avant la baisse parallèle de la TVA sur les produits de première nécessité. «C'est quand même pas bien compliqué», s'énerve un conseiller ministériel. *Il fallait dire un truc simple du style: "Quand tu achètes un CD, tu paieras plus, mais si c'est pour manger, tu paieras moins."* Et ça passait...

SERVICE APRÈS-VENTE. Sauf que lors du séminaire sur la compétitivité, le quatrième du nom qui s'est tenu mardi à Matignon avant les annonces de Ayrault, «on ne nous a pas donné le mode d'emploi» pour assurer le service après-vente, confirme l'un des 24 ministres présents. Une faille qui n'a pas échappé à François Hollande. Le Président a assuré hier au Conseil des ministres qu'il «prendrait toute sa part» de travail pédagogique post-pacte. Ce qu'il devrait commencer à faire ce matin en marge d'un déplacement en région parisienne pour signer les premiers emplois d'avenir, puis la semaine prochaine lors de la première grande conférence de presse de son quinquennat. «Elle débutera par une adresse aux Français. Ce sera un moment de vérité sur le pacte de compétitivité», explique un conseiller de l'Elysée.

A leur sortie du Conseil hier, tous les ministres ont vanté «le sursaut» industriel en marche et «le courage» de l'exécutif. Mais mardi matin, en sortant de Matignon, ils étaient plus silencieux. Pour ne pas griller la politesse au Premier ministre qui s'appretait à présenter

ses 35 mesures. Et surtout parce qu'une demi-douzaine de voix s'étaient élevées pendant la réunion pour exprimer doutes ou désaccords. De Delphine Batho (Ecologie) qui s'est étonnée que les mots «transition écologique» ne figurent pas dans le pacte, à Benoît Hamon,

qui s'est battu pour récupérer le portefeuille de la Consommation en plus de l'Economie solidaire et à qui, selon un de ses proches, «l'option TVA ne va pas», en passant par Jérôme Cahuzac (Budget), qui n'a pas l'intention de se retrouver seul à tailler dans les dépenses publiques pour arriver aux 10 milliards d'économies promis par Ayrault. Avec les coupes reportées sur les collectivités locales, majoritairement aux mains des socialistes, «on va se fâcher avec tous nos potes», a-t-il prévenu en substance.

REPÈRES

«L'aide [aux entreprises] doit être assortie de conditions. Pour l'instant, il n'y a pas de conditionnalité, donc cela pose un problème.»

Barbara Pompili députée EE-LV

«Sur la TVA sociale, il faut préférer la formule originale de Nicolas Sarkozy à la mauvaise copie de Jean-Marc Ayrault.»

Valérie Pécresse ex-ministre (UMP) du Budget, hier

20

C'est, en milliards d'euros, la somme du crédit d'impôt dont bénéficieront les entreprises. Pour compenser cette somme, le gouvernement prévoit 10 milliards de réduction de la dépense publique et une hausse, en 2014, du taux normal de la TVA de 19,6% à 20% (la TVA sur les produits de première nécessité baissera à 5% au lieu de 5,5%). Grâce aux mesures du «pacte de compétitivité», le gouvernement espère la création de 300 000 emplois d'ici à 2017.

«CALENDRIER.» Cécile Duflot était, elle, chiffonnée à double titre: la ministre du Logement craint les répercussions sur l'emploi d'une hausse de la TVA dans le bâtiment. Et l'ex-patronne des Verts désapprouve le report de la fiscalité écologique à 2016. Pour Pascal Canfin, l'autre ministre écologiste (Développement), «le calendrier est fondamental si on veut engager un des piliers les plus importants de la transition écologique: la fiscalité». Hier, Ayrault et Hollande les ont rassurés: «Ils ont été très clairs: si on peut aller plus vite, on ira plus vite», se félicite Canfin. Dès le projet de loi de Finances de 2014, espère-t-il. ◆